



Conseil d'administration

312^e session, Genève, novembre 2011

GB.312/POL/9

Section de l'élaboration des politiques
Segment de la coopération technique

POL

NEUVIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Renforcement des capacités des mandants dans le cadre des programmes par pays de promotion du travail décent et de la coopération technique: Suivi

Aperçu

Résumé

Ce document donne une vue d'ensemble des approches en matière de renforcement des capacités dans le cadre de la coopération technique de l'OIT et propose des mesures pour les renforcer.

Incidences sur le plan des politiques

Si le point appelant une décision est adopté, la stratégie de coopération technique devra être examinée pour être adaptée.

Incidences juridiques

Aucune.

Incidences financières

Les travaux proposés peuvent être accomplis dans le cadre des ressources existantes.

Décision demandée

Paragraphe 14.

Suivi nécessaire

Si le point appelant une décision est adopté, le Bureau passera en revue les approches de coopération technique et présentera, à la session de novembre 2012, des propositions sur la manière dont la stratégie de coopération technique peut être adaptée pour promouvoir le renforcement des capacités.

Unité auteur

Département des partenariats et de la coopération pour le développement (PARDEV).

Documents du Conseil d'administration ou instruments de l'OIT cités en référence

GB.309/TC/1, GB.310/TC/1, GB.304/PV, GB.304/SG/DECL/1(Rev.).

1. Au cours des 309^e et 310^e sessions du Conseil d'administration, la Commission de la coopération technique a examiné la question des moyens d'intensifier les efforts déployés par le Bureau pour renforcer effectivement les capacités des mandants tripartites par le biais de la coopération technique¹. En mars 2011, le Conseil d'administration a adopté des stratégies opérationnelles sur l'évaluation et le renforcement des capacités de coopération technique centrées sur une meilleure intégration du renforcement des capacités dans les programmes par pays de promotion du travail décent et l'amélioration des travaux du Bureau sur les indicateurs des capacités.
2. Faisant suite à cette discussion, le présent document examine les initiatives prises à cet égard dans le cadre des activités de coopération technique en cours et présente des mesures visant à les développer, en tenant compte de la stratégie globale de renforcement des capacités définie dans le programme et budget pour 2012-13.

Renforcement des capacités dans le cadre de la coopération technique de l'OIT

3. Le renforcement des capacités des mandants tripartites est une priorité fondamentale des programmes et des projets de coopération technique de l'OIT qui va bien au-delà de l'intervention directe auprès de groupes, par exemple les jeunes (formation pour la création d'entreprises), ou de collectivités (le VIH/sida et le monde du travail). Les programmes par pays de promotion du travail décent jouent aussi un rôle important dans la mesure où ils renforcent la capacité des mandants, d'une part, de formuler, sur la base de consultations bipartites et tripartites, des priorités et des plans de travail en matière de travail décent et, d'autre part, de défendre ces priorités dans les tribunes nationales, régionales et internationales. Sur un échantillon de 50 programmes par pays de promotion du travail décent en vigueur, 29 (58 pour cent) ont des résultats et des produits spécifiques liés au renforcement des capacités des mandants. Dans la région Afrique, par exemple, plusieurs sessions de formation ont été organisées pour les mandants sur la gestion axée sur les résultats et sur le contrôle et l'évaluation des activités dans le contexte des programmes par pays de promotion du travail décent. Ainsi, dans des pays tels que le Ghana et le Mozambique, les mandants sont désormais beaucoup plus impliqués dans la préparation des programmes nationaux et dans le contrôle de leur mise en œuvre.
4. Le Bureau a récemment entrepris de passer en revue les approches de coopération technique, ce qui a permis d'obtenir des informations utiles sur les initiatives de renforcement des capacités². Les premières données font ressortir la grande diversité de ces initiatives: formation des mandants, partage des connaissances, établissement de réseaux, etc. L'annexe en recense un grand nombre en rapport avec les 19 résultats du cadre stratégique.
5. Cet inventaire illustre un large éventail de pratiques de renforcement des capacités qui contribuent à promouvoir le travail décent. La formation des formateurs et les dispositifs de certification comme ceux utilisés par le Centre international de formation de l'OIT à Turin (Centre de Turin) dans le domaine du développement de l'entreprise et de la finance sociale ont conduit à la mise en place de mécanismes durables de renforcement des

¹ Documents GB.309/TC/1 et GB.310/TC/1.

² La série des modèles d'intervention de la coopération technique dresse l'inventaire des approches utilisées dans les programmes de coopération technique de l'OIT. Les modèles présentent pour toute approche considérée sa logique de base, le lieu de mise en œuvre, les outils, les succès et les difficultés, ainsi que les perspectives d'avenir.

capacités. Les partenariats avec les universités et la coopération Sud-Sud dans les domaines, par exemple, de la sécurité sociale et de l'administration du travail ont donné lieu à d'importants échanges d'informations entre les mandants. Les travaux entrepris avec les partenaires sociaux sur des questions techniques comme la sécurité et la santé au travail ont non seulement eu pour effet d'accroître les capacités techniques, mais également de renforcer les institutions qui permettent l'utilisation efficace de ces capacités. L'évaluation des capacités, telle que mise en œuvre dans l'administration du travail, joue un rôle crucial dans l'élaboration de stratégies de formation qui répondent aux besoins des mandants. D'autres initiatives, ciblant par exemple des groupes de jeunes et des organisations de personnes handicapées, ont également permis de créer un environnement favorable à d'autres interventions dans des domaines comme la promotion de l'emploi. Le BIT appuie également les communautés de pratique par le biais d'Internet et d'autres modalités de réseau.

6. Il ressort de cet inventaire que le Centre de Turin a mis au point des cours complets de formation dans tous les domaines d'activité de l'OIT qui appuient le renforcement des capacités. Dans le cadre de la feuille de route pour la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée par le Conseil d'administration en mars 2009³, le Centre de Turin a été chargé d'établir un plan pour le renforcement des capacités des mandants. Les activités du Centre visent à renforcer chez les participants les connaissances et les compétences nécessaires à l'exercice de leurs fonctions de responsables, cadres, spécialistes et formateurs au sein des organisations de mandants. Les enquêtes périodiques a posteriori entreprises par le Centre montrent qu'un nombre non négligeable d'anciens participants ont concrètement utilisé les connaissances et les compétences acquises au Centre pour appuyer le renforcement des capacités de leurs organisations respectives.
7. Il apparaît cependant que les approches restent souvent dispersées et requièrent une plus grande synergie. L'intégration opérationnelle aux niveaux des programmes et des projets doit être poussée plus avant. Le renforcement des capacités des individus doit aller de pair avec le renforcement des capacités institutionnelles et être associé à des programmes susceptibles de créer un environnement favorable par divers moyens: législation, politiques, bases de connaissances.
8. Un certain nombre de programmes et de projets ouvrent la voie en montrant comment ces approches intégrées peuvent renforcer l'impact des activités de renforcement des capacités en permettant aux mandants de devenir des vecteurs efficaces de changement par leur contribution aux résultats liés au travail décent. Dans le domaine de l'administration du travail et de l'inspection du travail, par exemple, le BIT s'efforce, en règle générale, non seulement de mettre en place des formations techniques à l'intention des fonctionnaires de l'administration du travail, mais également de renforcer les structures institutionnelles, la coordination et la gestion des connaissances. Par exemple, dans le cadre du projet financé par la Norvège, «Renforcer les services d'inspection et d'administration du travail», le BIT et le Centre de Turin ont effectué des évaluations des besoins des systèmes d'administration et d'inspection du travail de certains pays, mis au point des plans nationaux de formation, des directives, des outils, des réseaux et des systèmes de gestion des données pour répondre aux besoins en matière de capacités. Dans le cadre de ce projet et d'une initiative appuyée par le ministère brésilien du Travail et de l'Emploi, le BIT a publié un recueil de bonnes pratiques en matière d'inspection du travail au Brésil qui couvre notamment le travail des enfants, le travail forcé et le secteur maritime. En conjuguant l'évaluation des besoins, le renforcement des capacités techniques et institutionnelles et le partage des connaissances dans le cadre de la coopération Sud-Sud, le

³ Voir documents GB.304/PV, paragr. 183 a), et GB.304/SG/DECL/1(Rev.), annexe.

projet a permis de recueillir des enseignements précieux qui pourront aider un grand nombre de bénéficiaires.

9. Dans le domaine du travail des enfants, le renforcement des capacités institutionnelles des organisations de travailleurs a permis d'organiser des plates-formes syndicales qui ont été l'occasion, pour différents syndicats nationaux, de s'exprimer d'une seule voix sur cette question. Au Tamil Nadu (Inde), le BIT, en 2007, a aidé une coordination syndicale à promouvoir une approche cohérente sur le travail des enfants; les centrales syndicales nationales ont entrepris plusieurs campagnes de sensibilisation sur la ratification des conventions de l'OIT relatives au travail des enfants. Les organisations d'employeurs de l'Etat du Tamil Nadu se sont associées à la campagne et une dynamique a été créée. En 2010, une pétition de la population exigeant la ratification des deux conventions a été envoyée au parlement de l'Etat, et a eu pour effet de faire évoluer très nettement la position des responsables politiques sur le travail des enfants.
10. Le renforcement des capacités des employeurs peut aussi jouer un rôle moteur dans le traitement des questions de développement. Dans le domaine de l'emploi des jeunes, la Fédération des employeurs de Ceylan (EFC) et le BIT ont fourni un appui technique et financier à une réunion portant sur l'emploi des jeunes et à une enquête de suivi sur les compétences pour l'employabilité dans le secteur privé sri-lankais. Les résultats de l'enquête ont conduit l'EFC à mettre au point un programme de formation de huit modules destiné à renforcer l'employabilité des jeunes demandeurs d'emploi. Initialement mis en œuvre avec l'appui d'une entreprise membre dans le cadre d'une initiative de responsabilité sociale, ce programme est maintenant disponible sous la forme d'un produit de formation de l'EFC.
11. Si le renforcement de leurs capacités respectives permet aux mandants de traiter des questions qui les concernent directement, le renforcement des capacités dans un contexte tripartite permet non seulement à ces derniers d'échanger leurs expériences et leurs points de vue sur des sujets particuliers, mais également d'établir un cadre informel et constructif de dialogue et de consultation tripartites sur des questions majeures de développement. La méthodologie fondée sur l'évaluation de la situation nationale aux fins de l'application du Pacte mondial pour l'emploi dans le cadre de laquelle les mandants évaluent mutuellement les défis à relever et les solutions à y apporter compte tenu de la crise financière illustre cette approche. Un autre exemple est fourni par le programme de formation et de partage des connaissances du Centre de Turin sur la dimension sociale du commerce et de l'investissement, au sein duquel les mandants et les autres parties prenantes du secteur public, du secteur privé et du monde universitaire se réunissent pour examiner l'impact du commerce sur les marchés du travail, l'investissement, le travail décent, les questions de travail dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises et les emplois verts.

Renforcer les capacités dans les programmes par pays de promotion du travail décent et la coopération technique de l'OIT

12. Les conclusions adoptées à la session de mars 2011 du Conseil d'administration demandaient au Bureau de renforcer son action visant à promouvoir l'évaluation des capacités, à mieux intégrer le renforcement des capacités dans les programmes par pays de promotion du travail décent et la coopération technique, à exploiter les avantages du Centre de Turin et à contrôler, évaluer et communiquer les résultats en matière de renforcement des capacités. Pour répondre à ces demandes, le Bureau a:
 - a) produit deux documents d'orientation sur l'évaluation des capacités et le renforcement des capacités;

- b) actualisé les outils d'évaluation de la qualité qu'il utilise dans le cadre des programmes par pays de promotion du travail décent et des projets de coopération technique pour examiner les composantes ayant trait au renforcement des capacités;
- c) lancé une étude des approches de coopération technique de l'OIT en vue, notamment, de dresser un tableau plus détaillé des activités de renforcement des capacités en présentant les méthodologies utilisées, les synergies avec d'autres interventions et les résultats obtenus;
- d) intégré les exigences applicables à ces produits dans le mécanisme d'assurance de la qualité conçu pour les programmes par pays de promotion du travail décent.

13. La prochaine étape consisterait à pousser plus avant l'intégration opérationnelle des approches de renforcement des capacités par thème. Pour documenter ce travail, le Bureau achèvera de dresser l'inventaire des approches de coopération technique, ce qui permettra de disposer d'une vision globale de la manière dont le BIT transpose concrètement l'Agenda du travail décent au niveau des projets. Cette étude permettra aussi de mieux comprendre comment le renforcement des capacités peut, dans certains domaines, déboucher sur des résultats en matière de travail décent et comment les approches, grâce à leurs complémentarités, peuvent accentuer leur impact. Le Bureau tirera parti de cette étude pour concevoir des indicateurs plus précis sur le renforcement des capacités et déterminer les liens avec des résultats en matière de développement à un niveau élevé.

14. *Le Conseil d'administration voudra sans doute demander au Bureau de lui soumettre, à sa session de novembre 2012, un rapport sur les résultats de l'inventaire entrepris concernant les approches de coopération technique, et de présenter, dans ce rapport, des propositions sur la manière d'adapter la stratégie actuelle de coopération technique en vue de consolider une approche plus programmatique de la coopération technique et du renforcement des capacités.*

Genève, le 21 septembre 2011

Point appelant une décision: paragraphe 14

Annexe

Approches relatives au renforcement des capacités dans le cadre de la coopération technique de l'OIT

Résultat du cadre stratégique	Approche/programme de coopération technique	Exemples d'activités de renforcement des capacités
Emploi		
Résultat 1: Davantage de femmes et d'hommes bénéficient du plein emploi productif et de possibilités de travail et de revenus décents	Emploi des jeunes	<p>Renforcement des capacités des ministères, des partenaires sociaux et des parties prenantes concernés dans le domaine de la conception des politiques d'emploi pour la jeunesse et de l'élaboration de plans d'action nationaux sur l'emploi des jeunes.</p> <p>Formation en cours d'emploi dans le cadre de partenariats public-privé et d'apprentissages informels. La formation est intégrée dans le processus de production et les jeunes se forment aux côtés de spécialistes ou d'artisans expérimentés.</p>
	Finance sociale	<p>Cours de formation pour améliorer l'efficacité des institutions qui fournissent des services d'épargne, de crédit et autres services financiers aux pauvres. Cours de formation sur l'éducation financière des consommateurs de services financiers, de fonds de garantie et de crédits-bails (littérature financière).</p> <p>Programme de formation sur les produits financiers accessibles à tous les travailleurs avec la CSI-Afrique, afin d'appuyer les syndicats qui cherchent à aider leurs membres dans ce domaine.</p>
	Investissement à forte intensité d'emploi	<p>Amélioration des compétences des petites entreprises du secteur de la construction dans les domaines suivants: irrigation, préservation de l'eau et du sol, lutte contre les inondations, routes forestières rurales, transports, etc.</p> <p>Cours de formation sur l'innovation dans les programmes d'emploi public, visant à permettre aux acteurs de la coopération Sud-Sud à apprendre les uns des autres et à échanger leurs expériences sur la mise en œuvre des diverses formes de programmes d'emploi public dans les pays.</p> <p>Cours du Centre de Turin sur l'«investissement à forte intensité d'emploi pour le développement durable».</p>
	Réponse à la crise et reconstruction	<p>Formation destinée aux mandants sur l'intégration de la sensibilité aux conflits et de la préparation en prévision des catastrophes dans les programmes par pays de promotion du travail décent.</p> <p>Formation destinée aux mandants sur l'évaluation, la conception, la mise en œuvre et le contrôle des politiques et programmes de prévention et d'intervention en cas de catastrophe et de conflit.</p>
Résultat 2: Le développement des compétences accroît l'employabilité des travailleurs, la compétitivité des entreprises et l'inclusivité de la croissance	Développement des compétences	<p>Renforcement des compétences des collectivités locales et des partenaires locaux en matière d'utilisation de la méthodologie de la formation pour le renforcement de l'autonomie économique des populations rurales (TREE), qui consiste en un ensemble de procédures guidant la coordination des initiatives de développement local et l'identification et la mise en œuvre de possibilités de création de revenus.</p> <p>Une formation dite «Académie des compétences» sera organisée pour la première fois à Turin en octobre 2011.</p>

Résultat du cadre stratégique	Approche/programme de coopération technique	Exemples d'activités de renforcement des capacités
	Handicap	<p>Activités de renforcement des capacités pour les mandants, ainsi que pour les institutions d'aide à l'intégration du handicap et les organisations de personnes handicapées, aux niveaux tant régional que national, visant à promouvoir l'accès des personnes handicapées aux services généraux de développement des compétences et à d'autres services en matière d'emploi.</p> <p>Cours de formation ouverts et à distance sur l'insertion professionnelle des personnes handicapées en collaboration avec le Centre de Turin.</p>
	Services de l'emploi	<p>Renforcement des capacités des gouvernements de développer ou d'améliorer leurs services publics de l'emploi, aux niveaux tant national et régional que local. L'assistance technique consiste généralement à former le personnel aux techniques modernes d'orientation professionnelle permettant d'accompagner les demandeurs d'emploi dans leurs choix de formation professionnelle et de carrière et les employeurs en matière de recrutement et de fidélisation du personnel.</p>
Résultat 3: Les entreprises durables créent des emplois productifs et décents	Développement de l'entreprise	<p>Gérez mieux votre entreprise: ensemble de programmes de formation interdépendants et de matériels d'appui qui sont utilisés pour mettre en place un système d'appui à long terme destiné aux organisations prestataires de services d'aide aux entreprises, notamment pour le démarrage et le développement des petites entreprises.</p> <p>Développement de l'entrepreneuriat féminin: outils de formation ciblés pour les femmes entrepreneurs et renforcement des capacités en matière d'intégration des femmes pour les mandants et les organisations travaillant sur les politiques et les programmes de développement des entreprises.</p> <p>Tout savoir sur l'entreprise: programme de formation complet destiné aux enseignants qui dispensent une formation à l'entreprise dans les établissements d'enseignement secondaire et les écoles techniques et professionnelles.</p> <p>Un vaste programme de formation offert au Centre de Turin propose des séminaires annuels sur le développement durable des entreprises, le développement des chaînes de valeur et de formation des formateurs à l'entrepreneuriat.</p>
	Des entreprises durables, compétitives et responsables (SCORE)	<p>Formation modulaire dispensée en classe complétée par des services de conseil sur place et une formation en cours d'emploi pour former les travailleurs et les dirigeants d'entreprise du secteur manufacturier et du secteur des services.</p> <p>Formation permettant aux inspecteurs du travail et aux journalistes de comprendre et de promouvoir les avantages des bonnes pratiques sur le lieu de travail.</p>
	Coopératives	<p>Fonds d'encouragement pour les institutions travaillant dans le domaine des coopératives et leur permettant d'obtenir un appui financier pour des projets, des formations ou des services novateurs.</p> <p>Module de formation <i>My.COOP</i> sur la gestion des coopératives agricoles.</p>
	Emplois verts	<p>Renforcement des capacités en matière d'emplois verts permettant aux mandants de l'OIT de participer au débat sur le changement climatique et la transition vers une économie respectueuse de l'environnement. Le Bureau des activités pour les travailleurs et le Centre de Turin ont mis au point un cours d'apprentissage à distance sur les emplois verts pour les pays hispanophones. Ce sujet fait partie du programme de l'Université d'été du BIT sur le développement de l'entreprise durable et de la formation sur les stratégies d'investissement à forte intensité d'emploi.</p>

Résultat du cadre stratégique	Approche/programme de coopération technique	Exemples d'activités de renforcement des capacités
Protection sociale		
Résultat 4: Un plus grand nombre de personnes ont accès à des prestations de sécurité sociale mieux gérées et plus respectueuses de l'égalité entre les sexes	Sécurité sociale	<p>Collaboration de l'OIT avec un certain nombre d'universités désireuses d'inscrire la planification et la gestion de la sécurité sociale à leurs programmes, et création de cours sur le travail décent et la sécurité sociale dans certaines universités.</p> <p>En octobre 2011, le Bureau et le Centre de Turin vont mettre en place une université d'été proposant aux mandants une approche à choix multiples sur le thème de l'Initiative pour un socle de protection sociale.</p>
Résultat 5: Les femmes et les hommes bénéficient de conditions de travail meilleures et plus équitables	Travail domestique	Assistance permettant aux syndicats de travailleurs domestiques et à leurs dirigeants d'améliorer leurs compétences en matière d'encadrement et d'organisation, et aux responsables syndicaux de mieux répondre aux besoins des travailleurs domestiques.
	Politiques salariales	<p>Cours de formation organisés en alternance au Centre de Turin et dans les régions pour renforcer la capacité des gouvernements et des partenaires sociaux à élaborer et à mettre en œuvre des politiques salariales efficaces portant notamment sur les salaires minima, les salaires dans le secteur public, les conventions collectives et l'égalité de rémunération.</p> <p>Ateliers et «cliniques pour l'élaboration des politiques» visant à fournir aux décideurs des informations ciblées et pertinentes sur les bonnes pratiques internationales dans les domaines suivants: aspects divers de la fixation des salaires minima, conception des institutions, niveau des salaires minima et mécanismes d'application.</p>
	Protection de la maternité	<p>Activités de renforcement des capacités interinstitutionnelles relatives à l'allaitement maternel sur le lieu de travail au Cambodge, en Chine et aux Philippines fondées sur l'utilisation du <i>Dossier d'information sur la protection de la maternité</i>.</p> <p>En collaboration avec le Centre de Turin, exploitation de ce nouveau produit mondial dans les formations sur l'égalité entre hommes et femmes (Académie Genre) du Centre de Turin.</p>
Résultat 6: Les travailleurs et les entreprises bénéficient de meilleures conditions de sécurité et de santé au travail	Sécurité et santé au travail (SST)	Renforcement des capacités à l'échelle nationale en apportant appui et conseils à l'analyse nationale des situations en matière de SST et à l'élaboration des programmes nationaux de SST. En outre, appui de l'OIT à la mise en œuvre de programmes nationaux de SST dans certains domaines comme l'examen de la législation pertinente, le renforcement des programmes de formation à la SST et les campagnes de sensibilisation à la SST.
Résultat 7: Un plus grand nombre de travailleurs migrants sont protégés et un plus grand nombre de travailleurs migrants ont accès à l'emploi productif et au travail décent	Migration de main-d'œuvre	Formation complète et adaptée sur les migrations de main-d'œuvre ciblant les mandants et les organisations internationales et couvrant notamment les questions suivantes: gouvernance des migrations de main-d'œuvre; réintégration des travailleurs migrants de retour dans leur pays; renforcement des liens entre politique migratoire et politique élargie du marché du travail; reconnaissance des compétences; extension de la sécurité sociale aux travailleurs migrants et à leurs familles. Une première «Académie sur les migrations de main-d'œuvre» a eu lieu à Turin en juillet 2011.

Résultat du cadre stratégique	Approche/programme de coopération technique	Exemples d'activités de renforcement des capacités
Résultat 8: Le monde du travail réagit de façon efficace à l'épidémie de VIH/sida	Programme de l'OIT sur le VIH/sida et le monde du travail (ILO/AIDS)	<p>Cours du Centre de Turin intitulé «VIH/sida et le monde du travail: Perspective de prévention et de protection sociale».</p> <p>Outils de formation sur le VIH et le sida dans l'éducation, les services de santé, les transports, les mines, les services postaux et le tourisme, en collaboration avec le Département des activités sectorielles de l'OIT. ILO/AIDS et le Bureau de l'égalité entre hommes et femmes ont mis au point un guide sur la prise en compte du principe d'égalité dans les programmes de lutte contre le VIH sur le lieu de travail.</p> <p>Au niveau des entreprises, le programme adopte une approche d'éducation par les pairs. Tant dans l'économie informelle que dans l'économie formelle, les personnes formées informent régulièrement leurs collègues sur les questions relatives au VIH.</p>
Dialogue social		
Résultat 9: Les employeurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives	Activités des employeurs	<p>Renforcement des capacités institutionnelles portant notamment sur les questions suivantes: renforcement de la gouvernance, gestion des affiliations, rétention et expansion, augmentation des recettes, conception, développement et fourniture de services aux membres, notamment les services de formation, perfectionnement du personnel, recherche et information, sensibilisation, communication et lobbying.</p> <p>Dans le cadre des activités du Réseau mondial sur l'entreprise et le handicap créé par le BIT, renforcement des capacités des employeurs et des organisations représentatives de traiter la question du handicap sur le lieu de travail.</p>
Résultat 10: Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives	Activités des travailleurs	<p>Le Programme d'éducation ouvrière du Centre de Turin propose des cours de formation avancés pour répondre aux besoins de formation des organisations de travailleurs.</p> <p>Le Réseau de recherche du groupement Global Union fournit aux organisations syndicales un accès aux recherches conduites par les syndicats et les institutions associées, et encourage le partage d'informations sur des sujets d'intérêt commun.</p> <p>Projets spécifiques de renforcement des capacités visant à renforcer les structures et les capacités techniques des syndicats et à aider les syndicats d'Amérique latine à s'autoréformer.</p>
Résultat 11: Les administrations du travail appliquent une législation du travail actualisée et fournissent des services efficaces	Administration et inspection du travail	<p>Renforcement des capacités des systèmes d'administration et d'inspection du travail visant, entre autres, la capacité de ces institutions à planifier, programmer, contrôler et évaluer leurs activités.</p> <p>En collaboration avec le Centre de Turin, ateliers de formation portant sur les domaines suivants: cadre juridique de l'administration et de l'inspection du travail, législation du travail, relations professionnelles, conditions de travail, sécurité et santé au travail, emploi, recherche en matière de planification et de développement, organisation des systèmes nationaux d'administration du travail, égalité entre hommes et femmes, tendances récentes.</p>

Résultat du cadre stratégique	Approche/programme de coopération technique	Exemples d'activités de renforcement des capacités
Résultat 16: Le travail des enfants est éliminé et la priorité est donnée à l'éradication de ses pires formes	Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC)	<p>Appui aux mandants concernant l'élaboration de plans d'action nationaux de lutte contre le travail des enfants et d'approches intégrées en matière de travail décent et d'éducation (aux niveaux local et national) pour l'élimination durable du travail des enfants. Renforcement des capacités des comités directeurs nationaux tripartites chargés des questions du travail des enfants, des services compétents des ministères du travail, des services nationaux de statistiques (mesure du travail des enfants), et des partenaires sociaux en matière de ciblage du travail des enfants dans le cadre de la négociation collective et des pratiques mises en place par les entreprises et les industries.</p> <p>Nombre d'outils et de ressources de l'IPEC aident les mandants à lutter contre le travail des enfants et à évaluer l'impact de leur action. L'IPEC fournit également une formation aux mandants dans le cadre du Centre de Turin et au niveau national (par exemple, sur l'inspection du travail, les enfants victimes de conflits et le contrôle du travail des enfants) et une formation continue aux responsables des questions du travail des enfants au sein des centrales syndicales nationales. Appui aux ministères de l'éducation, aux syndicats d'enseignants et autres intervenants travaillant avec les enfants en vue de les aider à apporter des améliorations dans le système public d'éducation et à sensibiliser les jeunes sur leurs droits et leurs perspectives futures.</p>
Résultat 17: La discrimination dans l'emploi et la profession est éliminée	<p>Non-discrimination</p> <p>Egalité entre hommes et femmes</p>	<p>Activités de renforcement des capacités et de conseil à l'intention des gouvernements et des organisations de travailleurs et d'employeurs comportant des formations ciblées sur l'égalité de rémunération.</p> <p>Formation des mandants à l'application du principe fondamental de non-discrimination et au traitement des difficultés propres au contexte national.</p> <p>Audits participatifs de genre (APG), exercice d'une durée de deux semaines qui utilise l'auto-évaluation pour aider une organisation ou un service à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans le recrutement (effectifs), l'organisation et le contenu du travail.</p> <p>Activités du Centre de Turin: apprentissage en ligne, ateliers interinstitutions, réunions d'experts, formation de formateurs et d'animateurs d'APG, évaluation des besoins en formation et renforcement des capacités organisationnelles. Un séminaire sur les questions d'égalité entre hommes et femmes (Académie Genre) aura lieu au Centre de Turin en novembre 2011.</p>
Résultat 18: Les normes internationales du travail sont ratifiées et appliquées	<p>Normes internationales du travail</p> <p>Promotion de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989</p>	<p>Activités de renforcement des capacités relatives aux normes organisées à l'intention des mandants, conjointement avec le Centre de Turin.</p> <p>Renforcement des capacités institutionnelles des instituts de formation juridique et judiciaire relatives à l'utilisation des normes internationales du travail.</p> <p>Renforcement des capacités des administrations nationales et des représentants des gens de mer et des armateurs sur la convention du travail maritime, 2006.</p> <p>Stages au siège de l'OIT ou dans les bureaux extérieurs pour les représentants des peuples indigènes et tribaux.</p> <p>Voyages d'étude à l'intention des fonctionnaires et des représentants des peuples indigènes et tribaux destinés à leur faire connaître les expériences d'autres pays.</p>

Résultat du cadre stratégique	Approche/programme de coopération technique	Exemples d'activités de renforcement des capacités
Cohérence des politiques		
<p>Résultat 19: Les Etats Membres placent l'approche intégrée du travail décent au centre de leurs politiques économique et sociale, avec l'appui des principaux organismes des Nations Unies et d'autres organismes multilatéraux</p>	<p>Statistiques de la main-d'œuvre et du travail décent</p>	<p>Activités de renforcement des capacités et avis techniques à l'intention des gouvernements et des organisations de travailleurs et d'employeurs dans le domaine de la production, du recueil et de l'utilisation des statistiques du travail.</p> <p>Programmes de formation sur les statistiques du travail et programme d'ensemble sur les statistiques du travail organisés par le Centre de Turin avec le Département de statistique de l'OIT.</p> <p>Programmes de formation spéciaux organisés et conduits dans le cadre de l'assistance technique aux enquêtes sur la main-d'œuvre et à l'établissement d'indicateurs sur le travail décent.</p>